

COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 65 – Août 2015



ANALYSE DE LA PRESSE

Août 2015

1. A la une : alliance militaire entre Ankara et Washington
2. Dossier du mois : de nouvelles élections à l'automne
3. Turquie
4. Economie



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : alliance militaire entre Ankara et Washington

« Les Etats-Unis et la Turquie ont achevé leurs discussions sur les détails techniques de l'engagement d'Ankara au sein de la coalition internationale qui combat l'Etat islamique (EI) au Proche-Orient, a annoncé mardi [25 août] le Pentagone. La Turquie s'est engagée à participer aux opérations aériennes contre les djihadistes "aussi rapidement que possible", a dit Peter Cook, porte-parole du département américain de la Défense. "Il faudra quelques jours pour appliquer ces accords techniques au niveau opérationnel", a-t-il ajouté. La coopération américano-turque est un processus toujours en cours et les discussions vont se poursuivre sur les opérations que les deux pays pourront mener dans les zones frontalières, a précisé le porte-parole. » (*Reuters, 25/08/2015*)

« Samedi [29 août], la Turquie a fait savoir qu'elle avait finalement participé, dans la nuit de vendredi à samedi, à ses premières frappes aériennes contre l'organisation de l'Etat islamique aux côtés de la coalition menée par les Etats-Unis. Une entrée en guerre attendue de longue date, et saluée comme il se doit par Washington. "La participation de la Turquie renforce grandement notre capacité à faire reculer et vaincre notre ennemi commun", a commenté dans un communiqué l'ambassade des Etats-Unis à Ankara.» (*RFI, Jérôme Bastion, 29/08/2015*)

« "La lutte contre les organisations terroristes est un sujet primordial en matière de sécurité nationale pour la Turquie. Cette lutte va se poursuivre avec détermination", souligne le ministère turc. » (*AFP, 29/08/2015*)

Ouverture de la base d'Incirlik

Concrètement cet accord militaire se manifeste, outre les récentes frappes aériennes, par l'ouverture de la base d'Incirlik au Sud du pays.

« Ankara, après bien des hésitations, [avait accepté en juillet] d'ouvrir ses bases aériennes à la coalition formée par les Etats-Unis pour combattre l'EI et de participer aux opérations en Syrie dans le cadre d'une "guerre synchronisée contre le terrorisme", qui implique également des frappes contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak et dans le sud-est de la Turquie. » (*Reuters, 25/08/2015*)

« Les Etats-Unis ont déployé six avions de chasse F-16 sur la base d'Incirlik "en soutien à la lutte contre l'Etat islamique" avait annoncé la mission américaine auprès de l'OTAN sur son compte Twitter » le 9 août. (*Le Figaro.fr, AFP, 09/08/2015*) « Ankara [avait même] proposé à d'autres membres de la coalition contre l'EI, qui regroupe une soixantaine de pays, dont une quinzaine actifs, d'utiliser ses bases. Le Royaume-Uni et la France ont été approchés. » (*Libération, Marc Semo, Ragıp Duran, 06/08/2015*)

« "L'accès aux bases turques comme la base aérienne d'Incirlik augmentera l'efficacité opérationnelle de la coalition", s'est félicité à l'AFP un responsable militaire américain sous couvert d'anonymat. François Hollande a pour sa part salué le "renforcement de l'engagement de la Turquie aux côtés de la coalition" et remercié le président turc au téléphone "pour l'action vigoureuse menée contre" l'EI.» (*Le HuffPost, Sara Taleb, 02/08/2015*)

Par ailleurs, « s'adressant à la Turquie, le président français François Hollande a déclaré [le 25 août], lors d'une réunion avec les ambassadeurs français présents à Paris dans le cadre de la Semaine des ambassadeurs, qu'il fallait "reprendre le dialogue avec les Kurdes" et "s'impliquer dans la lutte contre Daesh". "Je pense à la Turquie qui doit s'impliquer dans la lutte contre Daesh et engager, ou plutôt reprendre le dialogue avec les Kurdes. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Zehra Bozkurt & Noémie Allart, 25/08/2015*)

La Turquie demande la formation d'une zone sécurisée

« La Turquie demande toujours l'établissement d'une "zone sécurisée" en territoire syrien, le long de la frontière turque. Ankara dit vouloir empêcher que les jihadistes du groupe Etat islamique et les combattants kurdes ne s'y installent. Cette zone de sécurité serait défendue par des rebelles syriens soutenus par la Turquie et Ankara envisage aussi d'y installer une partie des 2 millions de réfugiés syriens qui se sont installés sur son territoire depuis le début de la guerre en Syrie. » (*RFI, Nicolas Falez, 12/08/2015*) Celle-ci permettrait d' « empêcher l'EI de se ravitailler en hommes et en armes via la frontière turque, comme il le fait depuis le début du conflit, [ce qui] pourrait changer le rapport de force, jugent les milieux diplomatiques. » (*lefigaro.fr, Reuters, 24/08/2015*)

La Turquie et les Etats-Unis ne se sont pas encore parvenus à un accord pour la création de cette « zone sécurisée ». De plus, « jusqu'ici, les Américains se sont refusés à utiliser ce terme, craignant, comme l'a dit Stephen O'Brien, sous-secrétaire des Nations unies chargé des opérations humanitaires, que cela encourage des réfugiés syriens à se rendre dans une zone qui ne serait pas "suffisamment défendue". » (*Le Monde.fr, AFP, Reuters, 05/08/2015*)

Certains s'interrogent aussi sur l'intention de la Turquie de prévenir l'installation d'une zone kurde à sa frontière. Selon Nicolas Falez, « lorsqu'on regarde la carte de la région, on constate aussi que cette "zone sécurisée" empêcherait les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) de faire la jonction entre plusieurs régions qu'ils contrôlent à la frontière turque. » (*RFI, 12/08/2015*)

Les Etats Unis et l'Allemagne retirent leurs missiles Patriot déployés en Turquie

Tandis que la coalition renforce ses rangs pour lutter contre Daesh, les Etats Unis et l'Allemagne ont annoncé le retrait de leurs missiles Patriot déployés en Turquie depuis début 2013 sous le commandement de l'Otan, pour protéger le pays d'éventuels tirs de missiles venus de Syrie.

Selon un communiqué commun du gouvernement turc et du gouvernement américain diffusé notamment par le Pentagone le 16 août, les deux unités américaines de missiles Patriot à Gaziantep seront redéployées aux Etats-Unis à la fin de leur mission en octobre. (*Le Figaro.fr avec AFP, 16/08/2015*)

« L'Allemagne qui avait également deux batteries de missiles Patriot dans la région (...) a annoncé une décision similaire, jugeant que "la menace dans cette région secouée par les crises a désormais une autre nature". "Elle vient de (l'organisation) Etat islamique", a expliqué la ministre de la Défense allemande Ursula von der Leyen. » (*Le Figaro.fr avec AFP, 16/08/2015*) « L'armée allemande, la Bundeswehr, a annoncé [le 15 août] qu'elle allait mettre un terme à sa mission en Turquie (...). Le mandat actuel de la Bundeswehr s'arrêtera le 31 janvier 2016 et il ne sera pas renouvelé, a indiqué l'armée dans un communiqué diffusé sur son site internet. » (*Le Figaro.fr, AFP, 15/08/2015*)

« L'Otan peut toujours compter sur place sur une batterie espagnole déployée depuis janvier 2015. » (*Le Figaro.fr avec AFP, 16/08/2015*)

2. Dossier du mois : de nouvelles élections à l'automne

Un échec manœuvré ?

Les négociations de coalition avaient été initiées suite aux élections législatives du 7 juin qui avaient mis le parti au pouvoir dans l'incapacité de former un gouvernement. Après avoir écarté le pro-kurde HDP, qui par sa percée électorale avait été un facteur de la défaite de l'AKP, le Premier ministre Ahmet Davutoğlu, en charge des négociations s'était retourné vers Devlet Bahçeli, leader du nationaliste MHP, plus proche idéologiquement et plus prometteur. Pourtant, le leader nationaliste a coupé court aux discussions le 14 juillet. Le CHP était donc le dernier parti dans l'opposition à accepter les discussions, ce qui donnait « espoir aux marchés et investisseurs turcs ». (*Le Point.fr, Quentin Raverdy, 14/08/2015*)

Les déclarations des officiels turcs pendant et après l'échec des négociations laissent entendre que l'AKP n'est pas ébranlé par le fait d'avoir manqué l'opportunité de former une coalition. Ainsi, Ahmet Davutoğlu (...) avait déclaré : « Il ne faut pas avoir peur d'aller [vers un scrutin anticipé]. Une élection, c'est comme un vaccin, or il ne faut pas avoir peur des vaccins ». Le Président de la République Recep Tayyip Erdoğan avait ajouté: « Si les deux partis ne peuvent pas s'entendre, nous n'allons pas nous suicider pour autant ». (*Le Monde, Marie Jégo, 14/08/2015*)

Le CHP et le MHP « soupçonnent ouvertement l'AKP d'avoir volontairement laissé s'enliser les pourparlers pour obtenir un nouveau scrutin, ce que le président dément sans vraiment convaincre. Le 14 août, [Erdoğan] avait, de fait, clairement réaffirmé que son ambition de construire en Turquie un régime ultra-présidentiel n'était pas abandonnée: "Que nous le vouliez ou non, en Turquie le système a changé. Il faudrait donner un cadre légal à cette situation au moyen d'une nouvelle Constitution". » (*Le Figaro, Tanguy Berthemet, 21/08/2015*)

Suivant l'annonce de l'échec des discussions pour la formation d'une coalition entre CHP et AKP et le refus du leader du MHP de « la proposition d'un soutien au cas par cas à un gouvernement minoritaire AKP » « le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé, vendredi 21 août, la tenue d'élections législatives anticipées le 1er novembre. » (*Le Monde.fr, 17/08/2015*), (*Le Monde.fr, AFP et Reuters, 21/08/2015*).

Selon la Constitution, le Président aurait tout d'abord dû consulter l'Assemblée au sujet de la tenue de nouvelles élections, d'autant que le délai imposé de 90 jours pour former une coalition n'avait pas été dépassé. Ensuite, puisque le gouvernement sortant s'est montré dans l'incapacité de mener à bout les discussions, celui-ci aurait dû passer les rênes au principal parti de l'opposition, le CHP. M. Erdoğan a expliqué cette dérogation aux règles constitutionnelles par l'attitude du leader républicain, Kemal Kılıçdaroğlu, de refuser de reconnaître le palais présidentiel. (*Le Monde, Marie Jégo, 22/08/2015*)

Le gouvernement intérimaire

« Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a approuvé, vendredi 28 août, la composition d'un gouvernement transitoire présenté par son premier ministre, Ahmet Davutoglu, pour gérer le pays jusqu'aux élections législatives anticipées du 1er novembre. » (*Le Monde.fr avec AFP, 28/08/2015*) « En vertu de la Constitution, le gouvernement provisoire n'a pas besoin de la confiance du Parlement, l'accord de la présidence suffisant. » (*Libération, AFP, 28/08/2015*)

« Pour la première fois de l'histoire du pays, deux membres du Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, feront partie du gouvernement. Ali Haydar Konca et Muslum Dogan seront respectivement chargés des affaires européennes et du développement. » (*Le Monde.fr avec AFP, 28/08/2015*)

« Le reste du cabinet comprend des membres de l'AKP (Parti de la justice et du développement), un ultranationaliste en rupture avec son parti (Tuğrul Türkeş, du MHP), et des figures indépendantes. C'est le cas d'Ayşen Gürcan, la nouvelle ministre des Affaires familiales et sociales, qui présente la particularité d'être la première femme voilée à devenir ministre en Turquie. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, 31/08/2015*)

« L'AKP s'est gardé les portefeuilles les plus stratégiques, les ministères des Finances et de l'Economie notamment. » (*humanite.fr, 29/08/2015*) « Le vice-ministre turc Ali Babacan, chargé de l'Economie, n'est quant à lui pas présent dans la nouvelle équipe. » (*ladepeche.fr, AFP, 28/08/2015*) L'ancien ministre au Développement, Cevdat Yilmaz a pris les fonctions d'Ali Babacan. « Feridun Sinirlioglu, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères depuis 2009 a été désigné au poste de ministre des Affaires étrangères, un poste clé dans un pays membre de l'Otan qui a lancé une offensive contre l'Etat islamique. (...) Mehmet Simsek et Nihat Zeybekci, respectivement ministre des Finances et de l'Economie restent en place. » (*Reuters, 28/08/2015*)

« Sollicités, les sociaux-démocrates (CHP, deuxième force au Parlement) et les nationalistes (MHP, troisième) avaient tous deux refusé de participer à un gouvernement intérimaire. » (*Le Monde.fr avec AFP, 28/08/2015*)

Kemal Kiliçdaroglu, chef du CHP, principal parti de l'opposition, a accusé « le président turc Recep Tayyip Erdogan de préparer un "coup d'Etat civil", après l'échec des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition ouvrant la voie à un nouveau scrutin législatif. "Aucune loi n'est respectée en ce moment en Turquie, la démocratie est suspendue, tout comme la Constitution", s'est insurgé le leader du CHP (...). Les sociaux-démocrates disent avoir été prêts à une coalition avec l'AKP, à condition d'opérer trois changements majeurs en matière de politique étrangère, qui a opéré "un changement à 180 degrés", d'économie qui a un "gros problème" et de système éducatif "qui ne satisfait aucun parent". » (AFP, 23/08/2015)

Quel résultat aux prochaines élections ?

Si le président turc semble préférer une élection anticipée, c'est parce qu'il espère obtenir un meilleur résultat aux élections du 1^{er} novembre. Ses partisans sont du même avis : 78% d'entre eux souhaitent un retour aux urnes selon une étude d'Andy-Ar. (*Le Point.fr, Quentin Raverdy, 14/08/2015*). Bien que les sondages ne soient pas unanimes, certains montrent « une progression de l'AKP à 43% d'intentions de vote (contre 41% aux législatives de juin), ce qui lui permettrait de retrouver sa majorité. » (AFP, 24/08/2015)

Cependant, « trois sondages réalisés entre le 14 et le 16 août en Turquie indiquent que l'AKP ne réunirait pas pour le moment suffisamment de votes pour obtenir la majorité absolue à l'issue du scrutin du 1er novembre. D'après l'institut de sondage Metropoll, l'AKP réunirait 41,7% des suffrages, contre 40,9% lors des élections du 7 juin. De leur côté, le CHP, le MHP et le HDP réuniraient selon cette enquête respectivement 25,5%, 15,7% et 14,7% - soit un score supérieur au résultat que le HDP avait obtenu le 7 juin (13,1%). "Il semblerait que les prochaines élections ne génèreront pas une situation politique différente à celle du 7 juin" souligne le président de Metropoll dans son rapport. Les deux autres sondages ont confirmé cette tendance, et ce malgré les violences qui secouent le pays depuis la fin juillet et l'instabilité économique du pays. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Auréliane Gillet, 27/08/2015*)

De même, selon le sondage de l'Institut Gezi réalisé les 22 et 23 août, l'AKP « n'obtiendrait pas la majorité absolue lui permettant de gouverner seul lors des élections législatives anticipées prévues le 1er novembre. (...) La formation islamo-conservatrice voit même son soutien électoral refluer avec 38,9% d'intentions de vote contre 40,7% des suffrages obtenus lors du scrutin du 7 juin. (...) L'enquête de Gezici montre que la formation laïque CHP, principal parti de l'opposition, est créditée de 27,8% des intentions de vote tandis que les nationalistes du MHP obtiendraient 16,3%. Le parti pro-kurde HDP, qui a fait en juin son entrée au parlement en réussissant pour la première fois à franchir la barre des 10% des voix, est lui crédité de 13,5%. » (*Reuters, 28/08/2015*)

« Pour certains analystes, la décision de M. Erdogan de provoquer des législatives anticipées est risquée, vu le climat délétère et de confusion générale qui règne depuis plusieurs semaines en Turquie. De plus, les retombées de la crise pourraient être sévères pour une économie en berne. "Le jeu est très risqué. Si l'AKP échoue une deuxième fois à s'assurer d'une majorité, on pourra assister à un déclin du parti", a commenté à l'AFP le politologue-journaliste Serkan Demirtas. (...) Pour le chercheur à Carnegie Europe, Marc Pierini, l'AKP va sans doute obtenir davantage de voix, qui lui permettront de former seul un gouvernement, mais pas assez pour réformer la Constitution et de présidentialiser le système, comme le veut M. Erdogan. » (AFP, 24/08/2015)

« Erdogan cherche à tout prix à garder la main. Pour cela, le président turc a entamé une nouvelle stratégie électorale. L'électorat kurde s'est détourné de l'AKP et ne reviendra pas. Désormais, c'est vers l'électorat nationaliste qu'Erdogan se tourne, quitte à se montrer hostile envers les Kurdes » commente Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Le combat que le pays mène sur deux fronts, anti-Daesh et anti-PKK, devient un obstacle de plus pour l'AKP. « Les sondages montrent que le peuple turc accorde une faible confiance à l'AKP concernant sa capacité à régler [la crise syrienne] » affirme Dorothee Schmid. (*Le Figaro, Céline Revel-Dumas, 21/08/2015*)

3. Turquie

Les dirigeants de l'AKP cible de la colère populaire suite à l'escalade des violences en Turquie

La tension remonte en Turquie où continuent de s'opposer les forces de sécurité turques et les militants du PKK. Selon des sources gouvernementales et des médias turcs, les affrontements ont causé la mort de plus de 60 soldats et policiers turcs, près de 800 militants du PKK et plusieurs civils depuis « la guerre contre le terrorisme » lancée par Ankara fin juillet. « Un cessez-le-feu en vigueur depuis deux ans et demi entre l'armée turque et les activistes kurdes a été rompu en juillet après le meurtre de deux policiers par un groupe proche du PKK et Ankara a riposté en lançant une offensive contre des positions du PKK en Irak et en Turquie. » (*Reuters, 27/08/2015*)

Le deuil des proches lié à la mort de nombreux officiers de police et soldats suite à des altercations avec le PKK ne fait que nourrir la colère populaire. Ces décès ne sont pas sans coût pour le gouvernement. En effet, les dirigeants de l'AKP semblent être malmenés de toute part, parfois même dans des milieux qui leur sont habituellement favorable. Ainsi, plusieurs incidents lors d'enterrements de « şehit » ("martyr tombé pour la patrie") ont été vécus.

« "Quelle joie pour sa famille" que le jeune soldat soit mort en "martyr", avait déclaré le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan au cours de récentes funérailles, provoquant l'ire de ses opposants. (...) Le pays est prêt à "sacrifier ses fils" pour la réussite de l'offensive militaire, avait quant à lui déclaré le Premier ministre, Ahmet Davutoglu (...). La rupture entre ministres de l'AKP et familles de victimes a sans doute été atteinte lorsque le ministre de l'Energie Taner Yildiz a déclaré [le 19 août] vouloir "mourir en martyr", provoquant un véritable tollé. » (*AFP, 29/08/2015*)

« "Ceux qui disent "je souhaite mourir en martyr" alors qu'ils se baladent dans les palais avec 30 gardes du corps, n'ont qu'à aller là-bas", au front, lui a répondu un lieutenant-colonel, Mehmet Alkan, au cours des obsèques de son jeune frère, un capitaine de l'armée, [le 23 août]. (...) "Qui est son meurtrier? Quelle est la cause de sa mort? (...) Que s'est-il passé pour que ceux qui nous parlaient encore hier d'une solution" avec le PKK "n'ont plus que le mot guerre à la bouche ?", avait ajouté l'homme qui fait depuis l'objet d'une enquête de l'armée. » (*AFP, 29/08/2015*)

Le 17 août, le vice-premier ministre Yalçın Akdoğan a dû quitter des funérailles à Kırıkkale suite aux cris de colère de la foule (...). A Bursa, fief incontestable du parti, le 20 août, le ministre de la santé a été pris au dépourvu face à une foule plus qu'hostile, lors des funérailles d'un gendarme. » (*Le Monde, Marie Jégo, 22/08/2015*)

Dans ce contexte, l'escalade des violences crée un climat de tension qui pousse les autorités à renforcer les mesures sécuritaires. Ainsi, un des moyens déployés pour repérer les terroristes est celui d'offrir des récompenses. Une nouvelle loi publiée sur le Journal officiel le 31 août stipule que « ceux qui donneront des informations sur l'identité d'un "terroriste présumé" où le lieu où il se trouve, recevront jusqu'à 200.000 livres turques (61.000 euros) dans la mesure où ils ne sont pas eux-mêmes impliqués dans "les actes de terrorisme" qu'ils dénoncent. » (*Le Point.fr avec AFP, 31/08/2015*)

4. Economie

L'instabilité politique pèse sur la livre turque

« La livre turque (TL) a battu un nouveau record de faiblesse lundi [17 août] face au dollar et l'euro, s'échangeant respectivement contre 2,86 TL et 3,17 TL, en baisse d'environ 1% par rapport à vendredi [14 août]. (...) »

Vendredi [14 août] la banque centrale turque est intervenue en urgence pour soutenir la livre, en abaissant le rendement des placements en dollar, au lendemain de l'échec des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition, deux mois après les législatives du 7 juin. » (*Le Figaro.fr, AFP, 17/08/2015*)

Mardi 18 août, la banque centrale turque « a décidé de maintenir ses taux à 7,5 %, provoquant un nouvel affaiblissement de sa devise. » (*Les Echos, Pierrick Fay, 21/08/2015*) « Minimisant le risque qui pèse sur la stabilité financière, la banque centrale a indiqué qu'elle relèvera ses taux le jour où la Réserve fédérale américaine relèvera les siens. » (*Le Monde, Marie Jégo, 20/08/2015*)

« La livre turque a plongé de 7,4 % en un mois face au dollar (- 10,4 % face à l'euro). Et elle vient de toucher le fonds à plus de 3 livres pour un dollar pour la première fois de son histoire. La monnaie turque affiche la troisième plus mauvaise performance mondiale depuis le 1er janvier (- 19,9 %). » (*Les Echos, Pierrick Fay, 21/08/2015*)

Sylvain Bellefontaine, économiste à la BNP Paribas et spécialiste de la Turquie rappelle que « "la monnaie turque a perdu plus de 20% par rapport au dollar depuis janvier, et 15% par rapport à l'euro. Depuis les élections législatives du 7 juin, la livre turque a cédé près de 9% par rapport au panier euro-dollar. (...) En juin, nous avions prévu un taux de 2,85 par rapport au dollar pour fin 2015, mais à ce jour, il a déjà été atteint. On pourrait donc avoir un taux de change de 3,20 à la fin de l'année, soit une dépréciation proche des 30% sur l'année par rapport au dollar. " ajoute Bellefontaine. » (*LaTribune.fr, Sarah Belhadi, 22/08/2015*)

« Par ailleurs, une possible remontée des taux de la Fed en septembre pourrait encore accroître la pression sur la livre. La Turquie est, en effet, considérée comme l'un des pays émergents les plus vulnérables dans la perspective d'une hausse des taux aux Etats-Unis. Le pays est très dépendant des capitaux étrangers en raison de la taille du déficit de sa balance des paiements courants (5,8 % du PIB en 2014). Or il vient d'enregistrer cinq mois d'affilée de sortie de capitaux et cela risque de perdurer. » (*Les Echos, Pierrick Fay, 21/08/2015*)

« L'indice BIST 100 perd 3,4 % depuis le début de la [troisième] semaine [du mois d'août], portant son repli à 13 % depuis janvier. » (*Les Echos, Pierrick Fay, 21/08/2015*)

La croissance revue à la baisse

«La Turquie (...) a enregistré une croissance inférieure à 3 % au premier trimestre.» (*Les Echos, Yves Bourdillon, 17/08/2015*)

« Après des années fastes à plus de 8% en 2010 et 2011, la croissance de l'économie turque a nettement fléchi pour retomber à 2,9% en 2014. » (*AFP, 17/08/2015*) L'objectif du gouvernement de 4% de croissance pour 2015 pourrait être revu. Sylvain Bellefontaine, économiste à la BNP Paribas et spécialiste de la Turquie confirme: « Pour 2015, nous tablons sur une croissance à 2,2%. En ce qui concerne 2016, nous avons revu nos estimations à la baisse. Il y a deux ou trois mois, on envisageait 4% de croissance, aujourd'hui, on pense que l'on sera plus à 3,2%. Mais la croissance du premier trimestre, de 2,3% en glissement annuel, a plutôt été une bonne surprise pour les observateurs. » (*La Tribune, Sarah Belhadi, 22/08/2015*)

Selon Pierrick Fay, chef de service adjoint marchés des Echos, la croissance turque « a nettement ralenti et devrait plafonner à 3 % cette année, loin de sa croissance moyenne de 5,4 % entre 2010 et 2014. L'inflation reste à un niveau élevé de 6,8 % en juillet, malgré la baisse du prix de l'énergie, dont le pays profite (elle était à plus de 8 % en mai). Pour Phoenix Kalen et Roxana Hulea à la Société Générale, "l'investissement et la consommation domestique pourraient être encore contraints et ralentis en raison du manque de clarté de la politique économique et des incertitudes politiques. Ce qui devrait conduire à un ralentissement de l'activité dans les prochains mois".» (*Les Echos, Pierrick Fay, 21/08/2015*)

Le chômage en hausse au mois de mai

« Selon TurkStat, l'institut de statistiques turc, le nombre de chômeur a augmenté de 238 000 personnes par rapport à l'année dernière sur la même période. Il touche désormais 2,79 millions de Turcs. Le taux de chômage s'élève en mai 2015 à 9,3%, contre 9,1% en mai 2014. S'ils sont en progression sur un an, les résultats montrent une amélioration sur une période plus courte. On semble en effet de s'éloigner des mauvais résultats du début de l'année, puisque pour le troisième mois consécutif, le taux de chômage est redescendu sous la barre des 10%.

Seul le secteur des services a été pourvoyeur d'emploi, alors que les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du bâtiment ont connu une baisse du recrutement. Les jeunes sont particulièrement concernés : 17% des 15-24 ans sont à la recherche d'un emploi. Enfin la bonne nouvelle est la progression du taux d'emploi des femmes, qui augmente de 1%. Des efforts dans ce domaine restent à tout de même à faire, car moins d'une femme sur trois est active. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Antoine Grogland, 17/08/2015*)

Le tourisme en difficulté

« Les violences internes et l'instabilité régionale mettent également à rude épreuve le secteur touristique, vital pour la Turquie. » (*Le Point, Quentin Raverdy, 26/08/2015*) « Les revenus touristiques du pays ont chuté de près de 9% durant les six premiers mois de 2015, passant à 12,5 mds de dollars contre 13,7 mds pour la même période de l'année précédente, selon des chiffres officiels. » (*RFI, 15/08/2015*)

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc (août 2015)

La Tribune

Sarah Belhadi

Le Figaro

Tanguy Berthemet
Céline Ravel-Dumas

Le HuffPost

Sara Taleb

Le Monde

Marie Jégo

Le Parisien

Le Point

Quentin Raverdy

Les Echos

Yves Bourdillon
Pierrick Fay

Libération

Marc Semo
Ragip Duran

RFI

Jérôme Bastion
Nicolas Falez

Aujourd'hui la Turquie

Noémie Allart, Zehra Bozkurt
Antoine Grogland, Jean Lannes

Lepetitjournal.com/Istanbul

Auréliane Gillet

FranceTv Info

Ouest France

BFMTV

humanite.fr

ladepeche.fr

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org